

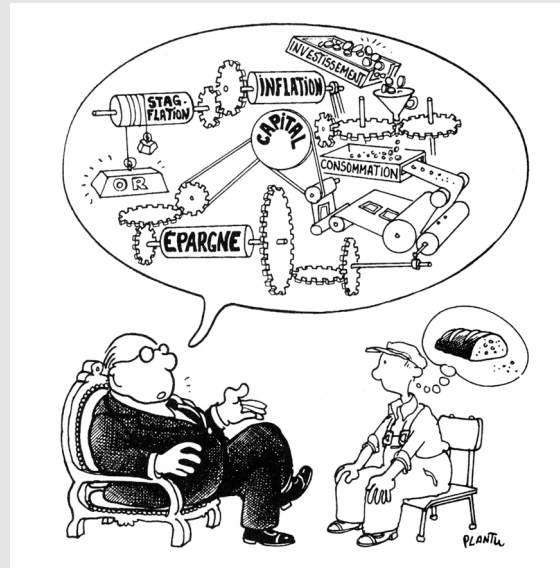
## « Il n'y a pas d'alternative ! »

La mondialisation de l'économie fragilise l'État social. Les marchés internationaux ne se préoccupent guère, par exemple, des protections acquises par les travailleurs de nos régions car, ailleurs dans le monde, ces protections sont faibles ou inexistantes. Dans le cadre d'une économie mondialisée, il est possible de délocaliser les entreprises. Cela incite les travailleurs à être dociles. Pour ne pas perdre leur emploi, ils modèrent leurs exigences et acceptent les politiques d'austérité salariale et de réduction des dépenses sociales.

Le politologue Riccardo Petrella énumère les refus à opposer aux théories économiques et sociales actuellement dominantes.

- « Refuser le discours à la mode. La priorité n'est pas la compétitivité, mais la solidarité. Les principes de libéralisation, de déréglementation, de privatisation sont la négation même du « bien commun ».
- Refuser les priorités imposées. Les problèmes à résoudre doivent être déterminés par les pouvoirs publics nationaux ou internationaux et non par les pouvoirs économiques et financiers privés.
- Refuser le système financier actuel. La politique doit exercer un droit et un devoir de maîtrise et de contrôle du capital et des marchés financiers. Il importe de créer un Conseil mondial pour la Sécurité économique et financière dont la tâche principale serait de définir les règles d'un nouveau système financier mondial et de veiller au bon usage de la finance au service du développement et du bien-être de l'ensemble de la population mondiale.
- Refuser le rôle actuellement impartit à la science et à la technologie. Les scientifiques doivent s'opposer à l'asservissement de leurs activités aux intérêts économiques et financiers des entreprises.
- Refuser le choc des cultures. Il est inacceptable de présenter comme inévitable une guerre de civilisation ».

D'après R. PETRELLA, *Le bien commun. Éloge de la solidarité*, Bruxelles, Labor, 1996, pp. 79-82.



▲ PLANTU, Wolfgang, *tu feras informatique*, Paris, La Découverte-Le Monde, 1988.

*Un grand patron, assis dans un fauteuil, explique à un ouvrier, assis sur une chaise, combien le monde des affaires est compliqué. Sa vision de l'économie est purement mécaniste. L'être humain en est absent. En face de lui, son interlocuteur écoute en silence. Impressionné par tant de science, il se tait tout en pensant à la difficulté de gagner son pain quotidien.*

Aux demandes de meilleures conditions de vie des travailleurs, les patrons opposent la fatalité des contraintes de l'économie. Le discours technocratique justifie la bonne fortune des uns et fait accepter aux autres leur mauvais sort.

## Le procès de l'État social

Les milieux d'affaires n'ont pas beaucoup de sympathie pour l'État social, qu'ils appellent plutôt « État providence ». Ils le tolèrent lorsque l'économie se porte bien. Ils le dénoncent en période de mauvaise conjoncture.

■ Durant la forte croissance économique des années 1945-1975, les milieux d'affaires s'accommodent d'un État qui satisfait les revendications des travailleurs. Ils considèrent que trop d'intransigeance renforcerait l'influence du communisme et mettrait en péril l'économie de marché et la société libérale. À partir de 1975, lorsque l'activité décline, que les profits baissent et que les dépenses publiques augmentent pour amortir l'impact du ralentissement économique, ils dénoncent l'État social. Avec la fin de l'Union soviétique, en 1989, ils se sentent plus forts pour refuser toute concession aux idées socialistes.

■ Pour les milieux d'affaires, le travail, la santé, l'éducation, etc., ne sont pas des droits acquis. Les inégalités sont une réalité naturelle. Ce qui est contre nature, c'est de vouloir les gommer. En faisant cela, l'État crée une société d'assistés. Il décourage l'initiative individuelle, la créativité, l'innovation, le travail. Il favorise les paresseux et les profiteurs. En outre, une telle politique, inutilement coûteuse, nécessite des hausses d'impôts qui démotivent les plus entrepreneurs.

■ Au-delà de l'État social, c'est l'État tout court qui est visé. Les milieux d'affaires défendent le principe d'un État minimal, chargé simplement de garantir le bon fonctionnement des marchés et le bon ordre social. Le maître mot est désormais : privatisation. L'État est une structure dépassée dont les pouvoirs de régulation économique et financière nuisent au bon fonctionnement des entreprises et à l'enrichissement légitime des plus doués.